Rapport sur l'Institut asiatique d'étude des problèmes communs aux professeurs chargés de la formation d'enseignants à Manille

par

C. S. Jha

Corps commun d'inspection

Genève Juillet 1971

			•
			•
		•	
•			
			•
	,		•

TABLE DES MATIERES

			Paragraphe	Page
I.	Int	troduction		1
	A.	Historique	4	2
	В.	Objectifs et fonctions de l'Institut	9	2
	C.	Organisation et fonctionnement de l'Institut	14	5
	\mathbb{D}_{\bullet}	Ressources financières	22	7
II.	Се	qu'a fait l'Institut		9
	Δ.	Stages ordinaires de fornation	27	9
	В.	Faire faire des études et des recherches sur les problèmes prioritaires de l'enseignement normal, et particulièrement sur les techniques de formation des maîtres et les techniques pédagogiques.		15
	В.	Organiser périodiquement des colloques d'un haut niveau pour revoir les éléments fondamentaux des programmes de formation ou de recherche de l'Institut et aider à coordonner les programmes dans ce domaine	- 44	15
	D.	Travailler à créer un réseau de centres nationaux de formation des maîtres ainsi qu'une association d'instituts pédagogiques, d'écoles normales et de services de formation des maîtres, et prêter ses services à ce réseau et à cette association grâce à l'échange de renseignements et de conseils	n 9	17
	773	-	•	•
	E.	Récapitulation	57	18
III.	Mes	sures et dispositions à prendre		21
IV.	Cor	nclusions		32
٧.	Rec	commandations		35

Appendice I - Etudes de recherche, publications, documentation Appendice II - Liste des correspondants, par catégorie

	,		
			•
			•
		·	

I. Introduction

- 1. Le Directeur général de l'UNESCO ayant denandé* au Corps commun d'inspection mixte de faire l'étude critique de divers établissements, et notamment de l'Institut pédagogique de Manille (Institut asiatique d'étude des problèmes communs aux professeurs chargés de la formation d'enseignants), et de faire des recommandations sur ce que l'Institut deviendra après 1972, année où l'aide de l'UNESCO doit prendre fin, un membre du Corps commun d'inspection a procédé à cette étude, dont le présent rapport donne les résultats.
- Pour faire cette enquête, l'Inspecteur a séjourné à l'Institut à Manille, 2. du 8 au 17 février 1971; il s'est ensuite rendu à Bangkok, au Bureau régional de l'UNESCO. A Manille, il s'est longuement entretenu avec le Directeur, M. Alfredo T. Morales, et le Directeur délégué, ainsi qu'avec trois des spécialistes internationaux que compte l'Institut - entretiens individuels et entretiens de groupe. Il n'a pas pu voir le quatrième spécialiste, qui était à l'hôpital. Il a eu soin aussi de s'informer de façon officieuse de l'opinion du Gouvernement philippin, à l'occasion des visites qu'il a faites au général Carlos P. Romulo, Ministre des affaires étrangères et ex-Président de l'Université des Philippines, et au Président actuel de cette Université, M. Salvador Lopez, qui préside le Comité de direction de l'Institut. Bangkok, l'Inspecteur s'est rendu au Bureau régional de l'UNESCO pour être au fait des tendances qui marquent le développement pédagogique de la région, et plus particulièrement des débats du Cycle régional d'études de Tchiengmaī (Thaïlande), qui s'était tenu dans la première quinzaine de février 1971. Il s'est aussi entretenu au Siège de l'UNESCO, avant d'achever son rapport, avec les fonctionnaires compétents.
- Jans son enquête, il s'est borné à s'efforcer de juger de la valeur de l'oeuvre de l'Institut et de son avenir en fonction de son œuvre passée, des besoins des Etats Membres et des tendances pédagogiques qui se dessinent actuellement. Tout en tenant compte des propositions faites à Tchiengmaï dans la mesure où elles peuvent affecter l'Institut, il a évité de s'étendre tant sur ces recommandations elles-mêmes que sur les décisions prises au début de mai 1971, à Singapour, à la réunion des Ministres asiatiques de l'éducation, car ces recommandations et ces décisions ne rentraient pas à proprement parler, dans le cadre de son étude.

^{*/} Voir à ce sujet le Rapport JIU/REP/71/5, sur l'oeuvre de l'Institut asiatique des constructions scolaires.

A. Historique

- 4: Il y a vingt ans, beaucoup de pays d'Asie venaient d'accéder à l'indépendance et beaucoup d'autres étaient sur le point d'y accéder; le gouvernement de ces pays s'est alors préoccupé des besoins de l'enseignement. Le pourcentage des illéttrés étant très grand dans la plupart des pays d'Asie, il s'est inquiété surtout de l'enseignement primaire, non seulement pour faire disparaître l'analphabétisme, mais pour donner une base à la régénération mationale et au développement économique.
- 5. En 1952, s'est réunie à Bombay la conférence régionale qui avait pour sujet l'instruction gratuite et obligatoire en Asie méridionale et dans le Pacifique. Les Etats Membres qui y participaient ont dans leur ensemble été d'avis qu'il fallait étudier à fond comment l'instruction primaire progressait dans la région, pour ensuite lancer une vaste opération qui consisterait à développer dans les pays d'Asie l'instruction primaire obligatoire. Donnant suite à cette proposition la Conférence générale de l'UNESCO a décidé, à sa dixième session, de faire certaines études préliminaires en vue de lancer une vaste opération qui consisterait à développer dans les pays d'Asie l'instruction primaire obligatoire. Ces études ont duré plusieurs années; elles ont été l'oeuvre du Secrétariat de l'UNESCO, de consultants de divers pays d'Asie et d'un groupe de travail. La conférence des pays asiatiques qui s'est réunie à Karatchi du 23 décembre 1959 au 9 janvier 1960, saisie du résultat de ces études, en a tiré un plan devenu fameux, le Plan de Karatchi.
- 6. La Conférence de Karatchi a expriné le vif désir qu'avaient les gouvernements et le peuple des pays d'Asie d'accélérer l'expansion de l'instruction primaire et d'aider à réaliser, en un temps raisonnable, une instruction primaire obligatoire comparable en quantité et en qualité à celle que connaissaient déjà les autres pays du monde. Le but que se proposaient les pays réunis à Karatchi était de réaliser en l'espace de 20 ans, soit avant 1980, un enseignement primaire de sept ans au moins, universel, obligatoire et gratuit.
- 7. Pour faciliter l'action concertée des Etats Membres et des organisations internationales telles que l'UNESCO, qui opèrent dans la région, la Conférence régionale de Karatchi a dressé pour la région un plan de travail dans le domaine de l'instruction primaire. La Conférence régionale des commissions nationales d'Asie pour l'UNESCO, réunie à Manille du 18 au 23 janvier 1960, a examiné ce plan de travail. A sa onzième session, en novembre 1960, la Conférence générale de l'UNESCO a approuvé les recommandations de ces deux conférences.

8. Pour atteindre les buts fixés par la Conférence de Karatchi, il fallait une vaste expansion quantitative; il fallait aussi, chose non moins importante, améliorer dans la plupart des pays d'Asie la qualité de l'instruction primaire. Une des propositions faites, à la suite du Plan de Karatchi, pour améliorer la qualité des maîtres, était celle de fonder, avec l'aide de l'UNESCO, un Institut régional pour former en Asie des professeurs d'école normale. Pour donner suite à cette recommandation ainsi qu'au programme approuvé, à sa onzième session, par sa Conférence générale, l'UNESCO a conclu avec le Gouvernement philippin, le 28 mars 1962, l'accord qui fondait, à l'Université des Philippines, un centre régional destiné à former des professeurs asiatiques d'école normale. A la treizième session de la Conférence générale, en 1964, le nom de ce centre régional est devenu l'Institut asiatique de l'enseignement normal.

B. Objectifs et fonctions de l'Institut

- 9. Selon le Plan de Karatchi, les objectifs de l'Institut étaient les suivants:
 - "a) former des chercheurs à l'étude du problème de la formation des maîtres et à celle des programmes, des manuels et des méthodes pédagogiques des écoles primaires, et aussi faire quelques recherches directes sur d'importants problèmes de ce secteur;
 - b) former des professeurs d'école normale pour tous les pays de la région;
 - c) rester en contact avec certaines écoles normales ou instituts pédagogiques de diverses parties de la région, tant pour être pour elles un
 instrument de vulgarisation que pour améliorer son propre programme de
 formation des professeurs d'école normale par l'expérience vivante des
 problèmes qui surgissent quotidiennement dans ce domaine."
- 10. Voici comment l'Accord conclu en 1962 avec le Gouvernement philippin définit officiellement les fonctions de l'Institut:
 - "a) avoir des stages de formation de 9 mois, d'un niveau supérieur à la licence, pour préparer le corps enseignant des écoles normales des Etats membres ou membres associés de l'UNESCO, qui participent à l'Institut;
 - b) faire des recherches relatives aux techniques de l'enseignement normal et de la formation des maîtres et aux méthodes pédagogiques des

écoles primaires, et encourager les recherches de ce genre; les résultats de ces recherches seront mis à la disposition des Etats d'Asie membres ou membres associés du Bureau régional d'éducation de l'UNESCO, à Bangkok;

- c) aider les Etats de la région, sur leur demande, à organiser et à améliorer les établissements et services de formation des maîtres."
- 11. En 1965, l'UNESCO a nommé une Commission d'évaluation pour juger de la marche de l'Institut. La Commission a recommandé de rajuster les objectifs assignés à l'Institut par le Plan de Karatchi, et approuvés par la Conférence générale, de façon que l'Institut exerce une plus grande influence sur les plans et programmes régionaux de formation des maîtres. Ce rajustement devait prendre la forme suivante : a) le stage de formation de 9 mois à l'Institut devenait un stage de 12 mois, d'un niveau supérieur à la licence, à l'Université des Philippines, laquelle recevait 8 bourses de l'UNESCO et les services d'un de ses spécialistes; b) à la place des stages de 9 mois, l'Institut organiserait des stages de 3 mois portés plus tard à 3 mois et demi.
- 12. Au sujet des objectifs et fonctions qui seraient désormais ceux de l'Institut, voici les recommandations qu'a faites la Conférence générale de l'UNESCO et qu'a, par la suite, reprises le nouveau texte de l'Accord...avec le Gouvernement philippin.

"L'Institut aura pour but d'être une tribune et un centre pour tous ceux qui, en Asie, sont chargés de la formation des maîtres; il permettra ainsi aux fonctionnaires des catégories suivantes de se rencontrer, de mettre leur expérience en commun, de discuter les programmes, d'élaborer des normes communes et de dresser des plans de développement et de progrès pour la formation des maîtres d'Asie:

- a) responsables des programmes de formation des mattres dans les ministères de l'éducation;
- b) directeurs d'école normale;
- c) organisateurs du perfectionnement des maîtres en cours d'emploi. Tel étant le but, les principales fonctions de l'Institut seront :
 - a) d'offrir des stages courts à ces fonctionnaires;
 - b) de faire et faire des études et des recherches sur les problèmes prioritaires de l'enseignement normal, et particulièrement sur les techeniques de formation des maîtres et les méthodes pédagogiques:

- c) d'organiser périodiquement des colloques d'un haut niveau pour revoir les éléments fondamentaux des programmes de formation ou de recherche de l'Institut et aider à coordonner les programmes dans ce domaine;
- d) de travailler à créer un réseau de centres nationaux de formation des maîtres ainsi qu'une association d'instituts pédagogiques, d'écoles normales et de services de formation des maîtres, et prêter ses services à ce réseau et cette association grâce à l'échange de renseignements et de conseils.
- 13. C'est en s'inspirant de cet énoncé revisé de ses objectifs et de ses fonctions que l'Institut fonctionne depuis 1967.

C. Organisation et fonctionnement de l'Institut

- 14. L'organisation de l'Institut est conforme à l'Accord conclu en mai 1957 entre l'UNESCO et le Gouvernement philippin, Accord qui sanctionnait les changements recommandés en 1965 par la Commission d'évaluation et approuvés par la Conférence générale de l'UNESCO. Les signataires de cet Accord y répétaient leur intention de donner à l'Institut une assez grande autonomie.
- 15. L'Institut se compose du Comité de direction, du Directeur et du corps enseignant, et d'autre part du corps étudiant. Le Comité de direction.—qui veille sur l'Institut, prépare son programme et le fait exécuter se compose d'un Président, qui est le Président de l'Université des Philippines ou son représentant, d'un membre, qui est le Directeur général de l'UNESCO ou son représentant, et de deux membres consultatifs, qui sont le Directeur de l'Institut et un représentant du Ministère philippin de l'éducation.
- 16. Les Présidents successifs de l'Université des Philippines, d'abord M. Carlos P. Romulo, puis M. Salvador P. Lopez, ont pris un vif intérêt à l'Institut et ont habituellement présidé les séances du Comité de direction. Le représentant du Directeur général de l'UNESCO a été le Directeur du bureau régional de l'UNESCO à Bangkok. Le Comité de direction siège normalement deux fois par an à l'Université des Philippines, à Quezon City. Il peut se réunir aussi en session spéciale, à la demande du Président du Comité de direction ou du Directeur général de l'UNESCO ou à celle de leurs représentants.
- 17. Le personnel de l'Institut se compose de 22 personnes. Le Directeur à plein temps et le Directeur-délégué à plein temps, tous deux Philippins et

nommés, d'accord avec le Directeur général de l'UNESCO, par le Gouvernement philippin. Le corps enseignant, recruté internationalement et nommé par le Directeur général de l'UNESCO, après avis du Directeur de l'Institut et du Président du Comité de direction. Il se compose actuellement de trois spécialistes de l'UNESCO, deux appointés sur le budget ordinaire de l'UNESCO et l'autre sur le budget du PNUD (Assistance technique régionale).

- 18. En dehors de ces cinq fonctionnaires, le personnel compte 17 autres membres, tous Philippins, qui s'acquittent de diverses fonctions auxiliaires.: un administrateur, un comptable, un technicien du laboratoire linguistique, un bibliothécaire, une secrétaire bilingue, deux autres secrétaires, deux commis, un relieur, trois chauffeurs, un planton-messager et un planton-chauffeur, un homme de peine. C'est le Directeur de l'Institut qui nomme tout ce personnel local, en en communiquant le nom, pour information, à l'UNESCO.
- Le Directeur de l'Institut est responsable de sa bonne marche, sous le contrôle du Comité de direction, et a sur l'Institut une complète autorité administrative. Il a aussi des fonctions d'enseignement et de recherche, et est d'office secrétaire du Comité de direction. Il doit chaque année, le 30 juin au plus tard, rendre les comptes de l'année précédente; il doit adressor des rapports périodiques au Comité de direction et le saisir de tout problème que ce comité doit trancher, en particulier du programme de l'Institut et de son budget. C'est aussi à lui qu'il incombe de choisir les bourses et de les descerner, en consultant ses collègues du corps enseignant international. En examinant les dossiers relatifs à la suite donnée aux demandes d'admission aux stages de l'Institut, j'ai pu constater que ces consultations sont nombreuses et que la direction de l'Institut prend soin, avant de prendre sa décision définitive, d'examiner de près les demandes de bourse venues des divers pays (l'Accord signé en 1967 entre l'UNESCO et le Gouvernement philippin prévoyait seize bourses de l'UNESCO pour chacun des stages courts. en plus des stagiaires philippins que financerait l'Etat philippin, mais ce chiffre de 16 est devenu 18 en 1969).
- 20. Le Trésor philippin prend à sa charge une série de dépenses locales : par exemple loger convenablement l'Institut dans la Faculté de pédagogie de l'Université des Philippines : salles de cours, salles pour groupes d'étude, bibliothèque, salles de discussion et de repos, bureaux, équipement d'origine locale, fournitures et services. C'est aussi lui qui paie les voyages que le

personnel enseignant et les stagiaires font dans le pays pour les besoins de leurs recherches et de leur formation en général, ainsi que les frais de secrétariat. Dans l'enceinte de l'Université, des logements convenables sont réservés, pour un loyer modéré, au corps enseignant international; des pavillons sont de même réservés aux stagiaires. De son côté, l'UNESCO se charge des spécialistes internationaux, des bourses, de l'équipement et des publications, des voyages à l'extérieur du pays et du traitement de certains fonctionnaires locaux. Le Trésor philippin, en vertu de la clause F de l'Article V de l'Accord, prend à sa charge les frais locaux; mais l'UNESCO doit lui rembourser le traitement du Directeur, du Directeur-délégué, du documentaliste à temps partiel, de la secrétaire bilingue et des professeurs à temps partiel, choisis par le Directeur d'accord avec le Comité de direction.

- 21. Voici les principales sormes d'activité de l'Institut :
 - organiser des stages courts trois stages de 3 mois ½ en deux ans les préparer et les diriger;
 - mider les stagiaires à entreprendre des recherches et des études et les y guider;
 - faire faire des recherches et des études à ses enseignants pendant qu'ils sont présents à l'Institut;
 - diriger des voyages d'études à l'intérieur des Philippines, pour étudier pratiquement, dans diverses écoles communales ou élémentaires ou d'autres établissements d'enseignement, des questions pédagogiques liées à la formation des maîtres. Le corps enseignant et les stagiaires ont fait, en 1969/70, 26 visites de ce genre;
 - communiquer aux gouvernements et instituts pédagogiques de la région, au moyen de publications régulières rédigées à l'Institut, des renseignements et les résultats de ces études;
 - organiser à l'occasion des cycles d'études ou cercles d'études régionaux ou subrégionaux;
 - participer aux cycles nationaux d'études;
 - rendre des services consultatifs aux gouvernements, sur leur demande.

D. Ressources financières

22. Le tableau suivant rassemble, par périodes de deux ans, la contribution financière de l'UNESCO, celle du PNUD (assistance technique) et celle des Philippines.

	1961-62	1963-64	1965-66	1967-68	1969-70	1971-72
Budget ordinaire	80.000	141.360	138.000	220,000	222.552	201.000
Assistance technique (régionale ou nationale)		55.000	65.000	110.000	151.500	146.800
TOTAL	80.000	196.360	203.000	330.000	374.052	347.800

- 23. Entre 1963 et 1971, la contribution annuelle (exercice financier) des Philippines est passée de 35.000 pesos à 119.000. L'Institut a reçu aussi à plusieurs reprises l'aide financière du Plan de Colombo; le FISE a décerné quelques bourses de temps en temps.
- 24. Aux termes de l'accord par lequel l'UNESCO et le Gouvernement philippin ont fondé l'Institut, ses ressources financières doivent provenir, non seulement des Etats participants et du pays d'accueil, mais aussi des cotisations des Etats participants et des contributions bénévoles des Etats Membres; mais l'Institut n'a reçu les contributions d'aucun Etat Membre de la région ou d'ailleurs sinon celles des Philippines. L'Article III de ce même Accord prévoit aussi les contributions bénévoles d'organisations internationales autres que l'UNESCO; mais l'Institut n'en a pas reçu, sinon des dons un peu sporadiques du Plan de Colombo et du FISE : les premiers pour financer les enseignants internationaux et les seconds sous forme de bourses intermittentes. Les autres sources de financement prévues par l'Article III : honoraires pour services rendus ou matériel fabriqué, et d'autre part dons, legs ou autres donations individuelles, n'ont jusqu'ici rien donné.
- 25. Il y a donc en fait financement tripartite : UNESCO (budget ordinaire), PNUD (assistance technique régionale et nationale) et Trésor philippin.

II. Ce qu'a fait l'Institut

26. Il convient d'examiner paintenant jusqu'à quel point l'Institut a atteint les objectifs qui lui étaient assignés et comment il s'est acquitté des fonctions inscrites dans ses statuts.

A. Stages ordinaires de formation

- 27. Il y a eu, de 1962 à 1970, onze stages de formation; cinq étaient des stages longs et duraient 9 mois, six étaient des stages courts de trois mois ou trois mois et demi. Le stage de 9 mois d'enseignement normal permettait aux boursiers de consacrer trois mois, après sa conclusion, à des recherches sur un sujet donné. Sur les 125 boursiers qui ont suivi les cinq stages (1962-1967), 40 ont pu profiter de cette occasion pour passer le diplôme supérieur de pédagogie à l'Université des Philippines. D'autres ont reçu un diplôme d'enseignement normal. Ces stages longs étaient bilingues une année sur deux. La seconde Réunion des spécialistes de l'enseignement normal en Asie, qui s'est tenue à Manille en 1963, a critiqué le programme de ces stages longs et a conseillé de le modifier en y prévoyant de la réorientation, des séances de conseils aux étudiants et des groupes de travail pour les langues.
- Le stage court (d'abord trois mois, plus tard trois mois et demi), qui a remplacé le stage de formation de neuf mois vise à répondre aux besoins du personnel supérieur de l'enseignement normal, c'est-à-dire des hauts fonctionnaires qui ont une sérieuse expérience de l'enseignement normal et jouent un rôle de premier plan dans les programmes de formation des maîtres. Il y a, en deux ans, trois de ces stages; un stage sur trois est bilingue. Chaque stage se compose d'une série de cycles d'études et de cercles d'études où il s'agit moins de donner des cours ungistraux que de stimuler parmi les participants le partage de l'expérience, des idées et des théories, par le moyen de méthodes et procédés divers : débats en petit comité ou bien ouverts à tous, rapports individuels ou collectifs, etc. Les participants produisent un assez gros travail écrit : communications, rapports, etc.; mais il n'y a pas d'épreuves ou examens à proprement parler, ni pendant le stage ni à la fin du stage. Le corps enseignant aide chaque participant à dresser un plan de recherche pendant qu'il est à l'Institut, sur tel ou tel problème pédagogique qui se pose dans son pays. Les stagiaires travaillent pour cela sous la

JIU/REP/71/6 page 10

direction générale de tel ou tel spécialiste de l'Institut. Ils bénéficient en outre des conseils d'éducateurs étrangers à l'Institut, qui viennent d'établissements d'enseignement de Quezon City ou de Manille pour les aider dans leurs recherches. Un stage sur trois est bilingue.

- 29. L'Institut étant autonome, c'est à lui qu'il appartient d'annoncer le stage, d'examiner les candidatures et de choisir les stagiaires, de decerner les bourses et d'organiser le voyage des participants.
- 30. Les stages courts ont donc été au nombre de six depuis 1967, date de leur création. Ils ont compté au total 136 participants; à chaque stage, le nombre des pays représentés était en moyenne de 11, comme l'indique le tableau ci-dessous:

ромент ден «Монтерново» и мунивассиромень «Москерацир» и Москерацир» (Москерацир»)				Origine de la bourse			
Stage	Durée Participants		Pays	UNESCO	UNICEF	Philip- pines	p rivée
Promier (1967)	3 mois	22	10	16	2	4	
Douxième ((1968)	3 mois	17	12	13		4	-
Troisième (1968)	3½ mois	28	11	16	4	8	-
Quatrième (1969)	3½ mois	17	12	12	1	3	-
Cinquième (1970)	3을 mois	29	11	21	1	5	2
Sixième (1970)	3 _분 mois	23	11	18	2	3	-

- 31. L'ensemble des stages, tant longs que courts, a formé au total, de 1962 à la fin de 1970, 261 stagiaires, soit, pour 11 stages, une moyenne de 23,7 par stage.
- 32. Le tableau ci-dessous donne la répartition des stagiaires par pays.

	Pays Nembre	Stages de 1962-		Stages courts */ 1967-1970		
Tays homore		Hommes	Femmes	Hommos	Femmes	
1.	Afghanistan	5	-	3	_	
2.	Ceylan	4	1	2	-	
3.	République de Chine	6	2	4	5	
4.	Inde	5	1	10	5	
5.	Indonésie	7	2	7	3	
6.	Iran	2	4.	3	2	
7.	République khmère	4	1	2	,ee	
8.	République de Corée	7	1	10	, sea	
9.	Laos	4		2	1	
10.	Malaisie	6	1	9	1	
11.	Népal	7	Casa.	11	1	
12.	Pakistan	7	O-EE-	3	-	
13.	Philippines**/	7	22	5	22	
14.	Singapour	-		2	1	
15.	Thaïlande	11	4	7	11	
16.	République du Vietnam	1	3	3	_	
	Total	83	42	83	52	

^{*/} Encore appelés "Institut du personnel supérieur de l'enseignement normal".

**/ Les Philippines, pays d'accueil, paient toutes les dépenses de leurs stagiaires; l'UNESCO décerne des bourses à ceux de tous les autres pays.

^{33.} Ces chiffres sont bien petits quand on pense à l'immensité du problème de l'enseignement en Asie. Mais il fallait forcément limiter l'effectif, parce que le nombre des bourses était lui-même limité. De plus, le but de ces stages a été de rassembler, de tous les pays de la région, tant les hauts fonctionnaires chargés d'organiser et d'administrer les écoles normales et instituts pédagogiques que les professeurs de l'enseignement normal, pour que ces fonctionnaires et professeurs à leur retour chez eux, deviennent les instruments d'un "effet multiplicateur". Pour juger en fin de compte de l'efficacité des stages de l'Institut, il faudra donc considérer dans quelle mesure les stagiaires ont pu en transmettre le bénéfice à leur propre pays et

aider tant soit peu à améliorer la qualité des professeurs et de l'enseignement dans leurs propres écoles normales. C'est bien entendu le gouvernement du pays des stagiaires qui est le meilleur juge à cet égard; on peut pourtant prendre certains facteurs en considération pour porter ce jugement, par exemple la qualité et la classe de ceux qui viennent en stage à l'Institut, l'intérêt qu'ils prennent au stage et le profit qu'ils en retirent.

34. Le tableau ci-dessous indique les fonctions occupées par les boursiers, ceux des Philippines non compris, qui ont suivi les six stages offerts de 1967 à 1970, aux hauts fonctionnaires de l'enseignement normal.

	I	II	III	IV	v	VI
Directeur d'école normale	7	4	7	5	G	6
Heut (onctionnaire (ministère)	3	3	2	1	2	1
Chef de service	1	1.	2	1	l	-
Directeur-adjoint	-		1	1	2	
Inspecteur	1	1	1	1		1
Professeur d'Icole normale	3	3	7	5	9	10
Chargé de recherches	ו	1.		***	1	1
Organisatour de atages (dagogiques	2	-	rese		3	1

- 35. Bien que les hauts fonctionnaires de l'enseignement normal, bien placés pour apporter des innovations et des changements, n'aient pas profité des stages courts de l'Institut dans toute la mesure espérée, on peut considérer los trois premières catégories du tableau ci-dessus comme rentrant bien dans cette classe. On peut aussi constater, en lisant avec attention la liste des stagiaires de juillet 1962 à novembre 1970, que dans l'ensemble ceux qui ont suivi les stages courts avaient de plus hautes responsabilités, dans l'enseignement normal, que ceux qui avaient auparavant suivi les stages de neuf mois.
- 36. Quant à l'intérêt que suscitent les stages courts, notons qu'en 1970 pour la première fois, deux stagiaires étaient là grâce à une bourse privée. Ce stage était bilingue, et pour la première fois, les Etats membres francophones étaient tous les trois représentés. Ces deux faits indiquent qu'on apprécie de plus en plus la valeur de ces stages.

- 37. L'Institut a entrepris une enquête sur ce que sont devenus ses anciens stagiaires de la période juillet 1962-décembre 1968. Il a pour cela envoyé un questionnaire à 192 anciens stagiaires; 53 ont répondu de façon détaillée; ils constituent un échantillon assez représentatif. L'étude porte surtout sur ceux qui avaient participé aux cinq stages longs (1962/63 1966/67); mais elle porte aussi sur trois stages courts. Une de ses conclusions est que beaucoup des boursiers occupent, à lettr retour dans leur pays, un poste qui leur donne l'occasion d'améliorer l'organisation, l'exécution et le contrôle du plan d'études dans la formation des maîtres primaires, ainsi que d'entreprendre des opérations-pilotes d'innovation et de réforme, nais qui ne leur donne pas l'occasion d'aider directement au progrès de la formation de professeurs d'école normale.
- 38. Une des raisons pour lesquelles la Commission d'évaluation avait recommandé d'abréger la durée des stages de l'Institut en la ramenant de 9 mois à 3 ou 4 mois, c'est qu'il s'agissait d'attirer des stagiaires plus haut placés directeurs des programmes de formation des maîtres, hauts fonctionnaires des ministères de l'éducation, organisateurs du perfectionnement en cours d'emploi qui auraient des effets multiplicateurs une fois rentrés chez eux; mais l'expérience nous enseigne que même ce stage abrégé est trop long pour des fonctionnaires très occupés dans leur pays, et trop théorique pour les plus haut placés d'entre eux.
- 39. Quand on examine le programme des stages, on constate que les premiers étaient surtout d'une nature générale : ils couvraient tout le domaine de la formation des maîtres, en n'insistant un peu que sur un ou deux des aspects de cette formation. Plus tard, aux stages de 1970, le programme a tendu à une plus grande spécialisation. Les trois stages prévus pour les deux années 1971-1972 auront les thèmes suivants :
 - 1) Planification, organisation et administration de la formation des maîtres.
 - 2) Développement des formes d'habileté dans les techniques d'instruction.
 - 3) Recherche et développement dans la formation des maîtres.
- 40. Parallèlement au stage, l'Institut a demandé aux boursiers, nous l'avons dit, d'entreprendre des recherches guidées. En 1970, il leur a demandé à tous d'achever leur recherche pendant la durée de leur bourse. Les stagiaires ont

donné suite à cette demande : ils ont déposé leurs 29 études à l'Institut avant de s'en aller.

- 41. L'Institut a décerné une bourse d'honneur en 1967/68, et une seconde en 1969/70. Le but de ces bourses d'honneur était de donner à des enseignants expérimentés l'occasion de faire à l'Institut des recherches et des études sous la direction des spécialistes.
- 42. Dans le budget de l'UNESCO, la valeur des bourses décernées pour le stage supérieur de l'Université des Philippines rentre dans la rubrique "Institut" des dépenses afférentes au programme. Il ne s'agit, semble-t-il, que de la persistance d'une ancienne pratique, puisque le stage supérieur de l'Université ne fait pas à proprement parler partie de l'Institut asiatique de l'enseignement normal. C'est un cours régulier de l'Université, d'un niveau supérieur à la licence, et il se trouve que parmi ceux qui le suivent, certains sont des boursiers de l'UNESCO, choisis régionalement. C'est donc un programme national qui comprend un faible élément régional et qui n'a pas de rapport organique avec l'Institut. C'est grâce à une convention entre los deux établissements que l'Institut peut quelquefois disposer, pour ses stages courts, des services du spécialiste assigné par l'UNESCO au cours de l'Université.
- 43. C'est à la suite des recommandations de sa Commission d'évaluation que l'UNESCO est entrée en pourparlers avec la Faculté de pédagogie de l'Université des Philippines et qu'elle y a créé un cours de douze mois - d'un niveau supérieur à la licence et sanctionné par un diplôme - qui porte sur la formation des maîtres; c'était le premier de son espèce dans une université d'Asie. Le premier stage supérieur a commencé en novembre 1968; il comprenait neuf boursiers, venus de neuf pays de la région. Le second a duré d'octobre 1969 à octobre 1970; lui cussi comprenait neuf boursiers. Le troisième a commencé en novembre 1970, et les boursiers étaient encore neuf. L'UNESCO décerne huit bourses, financées par le PNUD (Assistance technique). Le traitement du spécialiste est financé par la part nationale des Philippines dans le budget de l'Assistance technique. Mais ces boursiers ne constituent qu'une fraction de l'effectif du stage, qui est fait d'étudiants philippins; il y a eu récemment cinq boursiers de l'Etat et un Thaïlandais, titulaire d'une bourse privée. En dehors de ceux de l'UNESCO, le nombre des boursiers n'est pas fixe; il varie avec les années, selon les décisions des autorités qui décernent les

bourses. On s'aperçoit, en examinant la liste des candidats, que la popularité de ce stage augmente. Il y a de plus en plus de candidatures proposées par différents pays d'Asie; dans bien des cas, il faut choisir entre trois ou quatre candidats.

- B. Faire faire des études et des recherches sur les problèmes prioritaires de l'enseignement normal, et particulièrement sur les techniques de formation des maîtres et les techniques pédagogiques
- C. Organiser périodiquement des colloques d'un haut niveau pour revoir les éléments fondamentaux des programmes de formation ou de recherche de l'Institut et aider à coordonner les programmes dans ce domaine.
- 44. Une des principales raisons qui avaient poussé la Commission d'évaluation à recommander de remplacer le stage long par un stage court, était le désir de permettre à l'Institut de mettre au point un solide programme de recherches et d'études sur les problèmes prioritaires de l'enseignement normal et d'organiser, à l'intention des hauts fonctionnaires de l'enseignement normal, un colloque de deux à trois semaines pour passer en revue les résultats des recherches et pour aider à coordonner, dans ce domaine, les programmes asiatiques. Le corps enseignant de l'Institut, tant les professeurs locaux que les professeurs internationaux, a consacré à ces recherches et à ces études le temps que libérait l'abrègement des stages. Ils ont mené à bonne fin 9 études entre 1962 et 1970, et 7 autres sont en cours (voir Appendice I). En plus de ces recherches magistrales, l'Institut a, nous l'avons dit, poussé et encouragé les boursiers présents aux stages à faire des recherches et des études.
- 45. Quant à l'idée d'organisor des cycles d'études de deux à trois semaines à l'intention des hauts fonctionnaires de l'enseignement normal, pour passer en revue les résultats des recherches et pour aider à coordonner, dans ce domaine, les programmes asiatiques, elle a trouvé sa réalisation jusqu'à un certain point, à l'occasion de certains colloques régionaux ou cercles subrégionaux d'études organisés par l'Institut ou sous ses auspices. En juillet 1967, un Colloque régional s'est tenu à l'Institut pour étudier le perfectionnement des instituteurs en cours d'emploi; il comptait 16 participants, venus de 15 Etats Membres. Il a défini plusieurs domaines à étudier plus avant et a dressé à titre d'exemple, pour certains d'entre eux, un plan de recherches.

- 46. En juin 1961, l'Institut a réuni un <u>Cercle d'études</u>, en collaboration avec l'Office philippin des écoles publiques et à l'intention de ses anciens élèves philippins, pour étudier les <u>entreprises d'essai dans la formation des instituteurs</u>. Sur 29 anciens élèves philippins, 24 y ont participé.
- 47. En décembre 1968, il a rassemblé un comité préparatoire de six spécialistes venus de cinq Etats Membres, pour jeter les bases de la réunion régionale de professeurs d'école normale qui devait avoir lieu en 1969. Ce comité a rédigé à l'intention de la réunion régionale des projets de programme de stages professionnels pour les professeurs d'école normale.
- 48. En septembre-octobre 1969 a eu lieu la Réunion régionale de professeurs d'école normale. Des spécialistes venus de 16 Etats Membres d'Asie y ont assisté à titre personnel, ainsi que des spécialistes de l'UNESCO attachés à des programmes pédagogiques dans plusieurs pays de la région. Cette réunion a été très productive et très utile. Après avoir passé en revue l'état de l'enseignement normal dans les Etats Membres d'Asie, la Réunion régionale a rédigé un texte où elle énonçait : les buts et objectifs de l'enseignement normal en Asie, les principes qui doivent présider à l'élaboration des plans d'études, la raison d'être du plan d'études intégré qu'elle proposait, les moyens d'appliquer ce plan d'études intégré, les recherches et les essais à faire pour l'élaboration des plans d'études, des recommandations et des propositions pour les travaux à venir. La Réunion régionale a aussi examiné et adopté des modèles de programmes, et a demandé à l'Institut de répandre ces modèles, destinés à former le noyau des cours professionnels de formation des maîtres, tant secondaires que primaires.
- 49. En décembre 1969, l'Institut a tenu à Taïpéi son premier <u>Cercle spécial</u> <u>d'études sur la formation des maîtres</u>. Ce cercle d'études avait une double orientation : formation avancée à l'élaboration des plans d'études, recherche pédagogique. Il était conçu comme un premier pas dans l'application des recommandations faites par la Réunion régionale de professeurs d'école normale.
- 50. En outre, l'Institut a travaillé et aidé à l'organisation de dix cycles nationaux d'études surtout pour pousser les pays intéressés à donner suite aux recommandations de la Réunion régionale de professeurs d'école normale.

 Pendant l'année 1970, dix Etats Membres : l'Afghanistan, Ceylan, la République de Chine, la République de Corée, le Laos, la Malaisie, le Pakistan, les

Philippines, Singapour et la Thaïlande, ont organisé un cycle national d'études. Ils ont bénéficié de l'aide financière de l'Institut (un millier de dollars dans chaque cas) et du concours de six de ses spécialistes.

- 51. Ces réunions régionales, ces cercles d'études et ces cycles nationaux d'études ont donné l'élan, dans les pays de la région, à des progrès concrets de l'enseignement normal.
- D. Travailler à créer un réseau de centres nationaux de formation des maîtres ainsi qu'une association d'instituts pédagogiques, d'écoles normales et de services de formation des maîtres, et prêter ses services à ce réseau et à cette association grâce à l'échange de renseignements et de conseils.
- 52. L'Institut devait servir de centre pour répandre des renseignements sur la formation des maîtres et faire connaître les résultats des recherches faites dans ce domaine. Il a rempli cette fonction en publiant un bulletin trimestriel où l'on peut lire, à en croire les spécialistes du bureau régional de l'UNESCO, des articles brefs mais qui donnent à penser, articles dus au corps enseignant de l'Institut. La table des matières du bulletin juillet-octobre 1970, par exemple, comprend les rubriques suivantes : l'Institut, le programme de formation, etc.; les Institutions associées des pays de la région; nouvelles des anciens élèves; documentation professionnelle d'un intérêt spécial; résumé de certaines recherches faites dans la région; plan d'études de l'enseignement normal; supplément. Autre exemple : le bulletin de juin 1969; on y lit des articles sur :

"Développer chez l'enfant l'esprit de création"

"Tendances récentes de l'instruction publique en URSS"

"Apprentissage programmé"

53. L'Actualité pédagogique (Educational Exchange Features), qui a commencé à paraître en octobre 1967, a traité, dans ses livraisons, à peu près trimestrielles, des recherches pédagogiques qui se faisaient dans les pays d'Asie, en s'intéressant spécialement à celles qui étaient liées aux travaux de l'Institut. D'octobre 1967 à septembre 1968, les quatre centres d'intérêt ont été : "La recherche en Asie", "Le perfectionnement des instituteurs en cours d'emploi en Asie", "Résumé de nouvelles recherches pédagogiques en Asie", "Ce que les leçons de choses apportent à l'élève de l'école primaire". En 1968, la revue est devenue Tendances de l'enseignement normal (Trends in Teacher Education). Elle a eu huit numéros de décembre 1968 à décembre 1970

avec d'intéressants articles écrits sur divers sujets par les professeurs de l'Institut. En dehors de ces deux périodiques, l'Institut publie des rapports sur les études et recherches faites à l'Institut, le compte rendu des conférences et réunions régionales, le prospectus de chaque stage de formation, etc. Il envoie ces documents aux divers gouvernements, aux institutions qui lui sont associées dans différents pays et qui sont maintenant au nombre de 28, etc. Il a reçu, au sujet de ses diverses publications, un bon nombre de lettres flatteuses.

- 54. La liste des correspondants de l'Institut est longue et continue à s'allonger. D'après cette liste (voir Appendice II), il envoie régulièrement 761 exemplaires de ses publications. A la fin de 1969, la liste comptait 582 adresses.
- 55. Il n'a pourtant pas réalisé au point où on l'envisageait un réseau de centres de formation de maîtres. L'idée d'avoir des établissements de formation pour les professeurs d'école normale était au début un concept insolite, que les Etats Membres de la région ont été un peu lents à admettre, et ce retard est peut-être compréhensible. Mais on reconnaît visiblement de plus en plus, depuis quelque temps, qu'il importe de former ceux qui sont appelés à former les instituteurs, et l'on admet un peu partout aujourd'hui l'importance des professeurs d'école normale. Ces dernières années, certains pays d'Asie ont institué des centres ou programmes d'enseignement normal sur le modèle des stages de 9 mois de l'Institut. L'Afghanistan et le Vietnam ont récemment fondé des instituts ou centres pour former les professeurs d'école normale; dans l'Inde, l'Institut pédagogique national a organisé des stages et des cycles d'études d'enseignement normal.
- 56. Il y a maintenant, chez les Etats Membres, un réseau de 28 institutions associées, avec lesquelles l'Institut est en liaison. Plusieurs autres pays manifestent pour la formation des maîtres un vif intérêt.

E. Récapitulation

57. L'exposé que je viens de faire des fonctions de l'Institut et de son oeuvre nontre que, depuis sa fondation, il a joué son rôle d'institution régionale de formation et de recherche en matière d'enseignement normal, selon les principes énoncés dans ses statuts (revisés en 1967), et conformément aux accords conclus, en 1962 et 1967, entre le Gouvernement philippin

et l'UNESCO. Mais certaines limitations inhérentes l'ont empêché de réaliser pleinement ses objectifs. Premièrement, il n'était prévu, pour les stages de formation, qu'un nombre limité de bourses. Le nombre des bourses (y compris celles que les Philippines accordent à des stagiaires philippins) a varié de 17 - pour le premier stage, en 1968 - à 29 - pour le cinquième stage, en 1970 le nombre des bourses de l'UNESCO étant de 12 en 1968 et de 21 en 1970. une région aussi vaste que l'Asie, qui comprend 18 pays et représente le tiers de la population mondiale, il est évident que ce nombre est petit. Deuxièmement. les hauts fonctionnaires bien placés pour faire accepter des réformes et des innovations ne sont pas venus aussi nombreux qu'on l'avait espéré aux stages de l'Institut, et parce que les hauts fonctionnaires de cette sorte ne peuvent habituellement pas quitter leur poste pendant trois mois et deni, et parce que l'idée de suivre un stage de formation (et non pas de participer à un cycle d'études) ne tente pas beaucoup de personnes de cette catégorie. Troisièmement, les stagiaires venus de divers pays pour participer aux stages courts n'étaient pas - on pouvait s'y attendre - d'une classe uniforme, ce qui a forcément influé sur le niveau des stages de fornation et aussi sur l'effet multiplicateur exercé sur les stages organisés dans divers pays de la région. Quatrièmement, bien que l'adoption de la formule courte ait laissé aux spécialistes plus de temps à consacrer aux études et aux recherches, et bien qu'il y ait eu un assez gros travail de recherche de fait, le renouvellement beaucoup trop fréquent des spécialistes a gêné la recherche jusqu'à un certain point. Le corps enseignant n'a pas pu, semble-t-il, se rendre souvent à pied d'oeuvre pour faire, en fonction de l'expérience des pays de la région, des recherches directement axées sur des problèmes concrets de l'enseignement normal. Disons pourtant que l'Institut a donné une nouvelle orientation au plan d'études de ses stages courts les plus récents, de façon à répondre à des problèmes et thèmes concrets. Cinquièmement, le Directeur général l'a dit à la Conférence générale en 1970, à sa seizième session, quand il lui a exposé le plan de la période 1971-1976 (document 16 C/4), les moyens limités de l'UNESCO l'ont empêchée de procurer à l'Institut des ressources suffisantes, et les Etats de la région n'ont pas - à l'exception du pays d'accueil - donné à l'Institut leur appui financier.

58. Malgré ces limitations, l'Institut - c'est l'idée que je me suis faite après avoir vu l'Institut et causé avec des gens compétents, notamment au cours

d'entretiens officieux avec de très hauts fonctionnaires de certains pays de la région - a fait un utile travail d'avant-garde depuis huit ou neuf ans. Avec une institution de ce genre, la qualité importe plus que la quantité. L'enquête faite par l'Institut auprès de ses anciens élèves montre que dans l'ensemble, ils avaient trouvé utile cette formation et que beaucoup avaient pu employer fructueusement dans leur pays les connaissances et l'expérience acquises à l'Institut. Ils ont tous dit qu'il leur avait été précieux de se trouver avec des professeurs d'école normale et autres hauts fonctionnaires d'autres pays d'Asie, et d'avoir avec eux des discussions et des échanges de renseignements sur les problèmes que l'enseignement primaire pose aux différents pays d'Asie. L'Institut a sans aucun doute beaucoup aidé les Etats Membres de la région à saisir l'importance d'avoir, pour former les instituteurs, des professeurs d'école normale de haute qualité et convenablement formés. Il a éveillé dans certains pays d'Asie de l'intérêt pour la formation des maîtres et y a suscité la création de centres de formation des naîtres; il est vrai qu'à cet égard il n'a atteint ses objectifs ni pleinement ni sur une grande échelle, beaucoup pour des raisons dont il n'était pas maître.

59. Les spécialistes dont l'Institut a employé ou emploie les services sont des éducateurs de haute classe. Je n'ai entendu dire d'eux que du bien dans mes entretiens avec diverses personnalités étrangères à l'Institut. L'association de l'Institut et de l'Université des Philippines a été fructueuse. Tous sans exception, les spécialistes internationaux de l'Institut ont attesté les avantages d'avoir l'Institut logé à l'Université où ils trouvent l'atmosphère studieuse des salles de bibliothèque et de recherche, l'occasion de causer avec les professeurs de la Faculté de pédagogie de l'Université, éléments qui ont tous aidé les spécialistes dans leur oeuvre d'enseignement et de recherche à l'Institut. L'Université des Philippines a mis tous ses moyens à la disposition de l'Institut; la Faculté de pédagogie lui a nême à l'occasion fourni, à temps partiel, des maîtres de conférences pour ses stagiaires. Le caractère autonome de l'Institut a contribué à l'atmosphère qui doit être celle d'un établissement de recherche et de formation.

III. Mesures et dispositions à prendre

- 60. Pour considérer l'avenir de l'Institut, il faut prendre en considération certains traits du présent et du proche avenir qui sont, dans les pays d'Asie, fondamentaux dans le donaine de l'enseignement et particulièrement de l'enseignement primaire.
 - a) Le Plan de Karatchi avait assigné pour but aux pays d'Asie l'instruction primaire universelle, obligatoire et gratuite et d'une durée d'au moins sept ans, but à atteindre avant 1980, par une série d'étapes qui avaient chacune leur objectif internédiaire. Il y a encore dix ans d'ici 1980, et il reste à atteindre pleinement les objectifs. Beaucoup de pays de la région n'ont pas atteint les objectifs que le Plan de Karatchi assignait à la scolarisation des enfants d'âge primaire. Neuf d'entre eux sont nêue loin de les avoir atteints : cinq sont scolarisés à 60 ou 80 % de ces objectifs, quatre sont au-dessous de 50 %.
 - b) La proportion des illéttrés est encore grande dans la région, bien qu'il y ait eu depuis vingt ans des progrès notables. Même si le taux d'analphabétisme est très faible dans quelques pays de la région, dans l'ensemble de la région en revanche, plus de la noitié de la population adulte (15 ans et plus) est encore illettrée.
 - c) Entre 1960 et 1970, la population totale de la région a augmenté de 30 %:
 de 825 millions elle est passée à 1.072. Elle doit, entre 1970 et 1980,
 augmenter de 31,7 % et passer à 1.412 millions. Quant à la population en
 âge d'aller à l'école primaire (de 5 à 14 ans), elle va augmenter de
 101,5 millions: elle est de 277,1 millions en 1970, elle sera de 378,6
 millions en 1980; cette augmentation de 36 % est supérieure aux 28,5 %
 qui sont la moyenne pour l'ensemble des régions peu développées.*.
 - d) Il faudra une énorme augmentation des effectifs scolaires et par conséquent du nombre des maîtres qualifiés. Dans la région asiatique, les maîtres de l'enseignement du premier degré (6 à 12 ans) sont en 1970 au nombre de 3.264.000; il faudra qu'ils soient 4.277.000 en 1975, et 5.374.000 en 1980. En d'autres termes, l'effectif actuel des instituteurs d'Asie devra augmenter de 30 % d'ici 1975, et de 70 % d'ici 1980.

^{*/} Ces chiffres, ainsi que d'autres cités ici, sont tirés de la communication adressée par l'UNESCO à la Conférence des ministres de l'éducation d'Asie (mai-juin 1971).

- Il faudra une augmentation proportionnelle (bien qu'elle intéresse des chiffres noindres) des maîtres de l'enseignement du second degré (13 à 17 ans). Des 3.100.000 maîtres de plus qu'il faudra d'ici dix ans, 2.100.000 seront pour le premier degré et l million pour le second degré.
- Il se produit actuellement dans les pays d'Asie des changements rapides et révolutionnaires. L'activité économique s'accroît, il se produit dans l'économie d'importants changements de structure, et le secteur industriel prend dans le développement économique un rôle de plus en plus dynamique. Dans cette complexe situation socio-économique et alors que les sociétés sont en train de changer, les besoins de l'enseignement, ses buts sociaux et économiques, sont en train de changer eux aussi. Il faut que le système scolaire ne se laisse pas distancer. Une des réformes à faire dans les dix années qui viennent, la plupart des spécialistes en conviennent, c'est de modifier l'orientation et le plan du système scolaire de manière à faire de la science, de la technologie scientifique et de l'enseignement professionnel les éléments fondamentaux de l'instruction; c'est aussi, disent-ils, d'appliquer au problème des études primaires, à celui des études secondaires et à celui de l'instruction des adultes des conceptions intégrées. Ces deux groupes de réformes paraissent particulièrement indiquées pour la situation changeante qui est celle de l'Asie.
- f) Certains plans nationaux et certaines déclarations de principes ont récement reflété l'urgente et inquiétante nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement. En 1962 à Tokio et en 1965 à Bangkok, la Conférence régionale des ministres de l'éducation a souligné l'impérieuse nécessité de maintenir la qualité de l'enseignement et de l'améliorer constamment et a mis au tout premier rang de ses préoccupations la planification du progrès pédagogique.
- g) La qualité de l'enseignement n'est pas un concept unique, immuable et fixe. Il faut améliorer cette qualité dès l'étape pré-primaire et l'étape primaire, et continuer pendant tout l'enseignement secondaire; tout cela exige de gros effectifs. Il y a certainement eu, dans la plupart des pays de la région asiatique, à quelques exceptions près, une frappante augmentation quantitative de l'enseignement primaire; mais le progrès qualitatif n'a pas été aussi considérable; il reste en particulier beaucoup à faire pour améliorer tant la qualité des maîtres que celle de ceux qui forment les maîtres.

- 61. Il ressort des faits et considérations ci-dessus qu'en Asie les besoins de l'enseignement sont encore grands, en particulier pour l'enseignement primaire: il va falloir des millions de maîtres de plus; du fait des rapides changements écononiques et sociaux que connaît la région, il faut prêter une attention spéciale à la qualité de l'enseignement. Il faudra constituer un corps de professeurs d'école normale, bien formés et épris de progrès, pour former l'armée de maîtres primaires et secondaires dont la région va avoir besoin entre 1970 et 1980. Il le faudra d'autant plus qu'il a été difficile, avec la rapide expansion qui a marqué depuis dix ans l'enseignement primaire (et secondaire) en Asie, de maintenir la qualité des maîtres, et que la qualité de l'enseignement primaire s'en est ressentie. Il faut donner une nouvelle orientation à l'enseignement pendant la deuxième Décennie du développement, pour tenir compte du changement des bosoins sociaux et en favorisant les sciences, la technologie scientifique et l'enseignement technique. Enfin, - et ce n'est pas ce qui compte le moins - il faut continuer à chercher, à expérimenter et à innover dans l'élaboration des plans d'études, dans les nouvelles techniques pédagogiques, etc.
- 62. Le plus gros effort sera forcément colui que feront les pays eux-mêmes. L'idéal serait d'avoir dans chaque pays de la région un institut national chargé de la formation des professeurs d'école normale ainsi que de la recherche dans le domaine de l'élaboration des plans d'études et des nouvelles techniques pédagogiques, l'UNESCO et les autres organisations des Nations Unies ne fournissant qu'à mesure des besoins l'aide et les services consultatifs que leur demanderait le gouvernement. Mais telle n'est pas encore la situation. Il y a en Asie très peu de pays qui aient un institut national bien développé pour la formation et la recherche en matière d'enseignement normal, et il faudra passablement de temps avant d'arriver à la situation idéale que je viens d'évoquer.
- 63. L'action de l'UNESCO et de son institut régional de l'enseignement normal a eu l'effet souhaité, même si elle n'a pas, nous l'avons dit, satisfait toutes les espérances. L'UNESCO aurait pourtant raison, étant donné les changements sociaux et économiques d'une grande portée qui se produisent dans la région, de faire en sorte que l'élan donné quelle que soit sa force ne se perde pas, et que l'oeuvre commencée dans cet important donaine ne reste pas inachevée. Il est donc essentiel que l'UNESCO continue à prendre à cette

affaire un intérêt actif et à y apporter activement son aide, jusqu'au jour où les Etats Membres auront des institutions nationales à eux, et auront adopté, pour la formation de leurs maîtres, les techniques et les méthodes qui répondent à leurs besoins nationaux.

- 64. Comme le montrent clairement le rapport que le Directeur général de l'UNESCO a adressé à la Conférence générale à sa seizième session de même que les résolutions adoptées par la Conférence, tant à cette session qu'auparavant, il faut que l'UNESCO revise, en fonction des besoins changeants de l'enseignement, de l'expérience des Etats Membres et du besoin de nouvelles techniques pédagogiques, son action et son rôle dans le domaine de la formation des naîtres.
- 65. Quelles dispositions fout-il prendre pour l'avenir ? Nous nous trouvons en face de deux données. Premièrement, l'UNESCO a décidé de cesser, après décembre 1972, d'aider l'Institut. Deuxièmement, le paragraphe 10 de l'Article IV de l'Accord dispose qu'à partir de 1969, le Gouvernement philippin s'engage à augmenter proportionnellement sa contribution à l'Institut de façon à se charger entièrement de le soutenir financièrement quand l'aide de l'UNESCO aura pris fin. Ces deux données appellent quelques commentaires. La décision de l'UNESCO, décision plusieurs fois confirmée, de cessor d'aider l'Institut après 1972 peut au premier abord donner l'impression qu'à ce moment là. l'UNESCO cossera complètement de soutenir les travaux dont s'acquitte actuellement l'Institut régional, et même peut-être l'idée même de pousser la formation des maîtres. De nême, le laconisme du paragraphe 10 de l'Article IV de l'Accord conclu entre l'UNESCO et le Gouvernement philippin, et spécialement la clause "se charger entièrement de le soutenir financièrement quand l'aide de l'UNESCO aura pris fin" peut s'interpréter conne signifiant que le Gouvernement philippin chaussera les bottes de l'UNESCO, après quoi toute aide internationale prendra fin. Ni l'une ni l'autre de ces interprétations ne serait exacte, et toutes deux seraient des simplifications excessives étant donné la situation qui s'est établie avec les années, ainsi que les conceptions de l'UNESCO et de ses Membres.

66. La dernière résolution que la Conférence générale ait adoptée au sujet de l'Institut (résolution 1.23 de la scizième session) réaffirme l'intérêt que l'UNESCO prend à favoriser et aider le développement et l'amélioration des structures scolaires, et notamment le développement de la formation des naîtres dans le cadre de l'éducation permanente. Elle réaffirme aussi son désir d'améliorer l'enseignement normal, particulièrement en y favorisant l'interdisciplinarité et des néthodes et techniques nouvelles. Elle répète dans son alinéa d) que l'aide de l'UNESCO à l'Institut n'ira pas au-delà de 1972, tout en affirmant que l'UNESCO est décidée à aider régionalement au développement et à l'entretien d'institutions et de services conçus pour soutenir les efforts nationaux qui visent ces objectifs. Elle autorise finalement l'UNESCO à participer, sur leur denande, à ce que les Etats Membres feront pour atteindre ces objectifs.

^{*/ &}quot;1.23 Structures scolaires et formation des maîtres

^{1.23} Le Directeur général est habilité:

à favoriser et aider le dévoloppement et l'amélioration des structures scolaires, des systèmes scolaires en général, et et de la fornation, dans le cadre de l'éducation permanente, des maîtres pré-primaires, primaires, secondaires et techniques et des spécialistes de l'instruction des adultes, en élaborant en particulier les modèles de conversion qu'il faudra pour une scolarité de la vie entière;

b)

à améliorer l'enseignement normal, particulièrement en y favorisant l'interdisciplinarité et des méthodes et techniques nouvelles, ainsi qu'en élaborant de nouveaux modèles pour la formation permanente des maîtres, y compris les spécialistes de l'instruction des adultes, les professeurs d'école normale, les inspecteurs, les inspecteurs généraux et les administrateurs;

à aider régionalement au développement et à l'entretien d'institutions et de services conçus pour soutenir les efforts nationaux qui visent ces objectifs, en accordant en particulier à l'Institut asiatique de l'enseignement normal, à Quezon City (Philippines), pour 1971/72, des subventions et des services d'une valeur de 201.000 dollars au maximum, étant entendu que l'aide de l'UNESCO à l'Institut n'ira pas au-delà de 1972;

e) <u>à participer</u>, sur leur demande, <u>à ce que les Etats Membres</u> feront pour atteindre ces objectifs."

- 67. En d'autres termes, l'UNESCO, tout en cessant d'aider l'Institut après 1972, continuera à suivre avec un vif intérêt tout ce qui se fera régionalement peut-être avec une orientation nouvelle pour encourager, développer et entretenir des institutions et services conçus pour soutenir les efforts nationaux. Il est possible qu'en conséquence des débats qui se déroulent actuellement dans diverses assemblées et dont je parle un peu plus loin, et d'imminentes décisions de principe, la coopération régionale entre nations sous l'égide de l'UNESCO entre, après 1972, dans une nouvelle phase; ce qui caractérisera cette phase, autant qu'on peut en juger, c'est une plus grande coopération entre Etats Membres de la région, une plus grande place faite aux efforts nationaux et une moindre responsabilité directe de l'UNESCO; on peut pourtant être assuré que, dans le domaine de la formation des maîtres, l'UNESCO, sous une forme ou sous une autre, manifestera l'intérêt actif qu'elle prend à l'affaire et y apportera activement son aide.
- 68. De même, sous sa rédaction laconique et un peu trop générale, le paragraphe 10 de l'Article IV de l'Accord entre l'UNESCO et les Philippines ne signifie pas qu'une fois qu'il aura pris l'Institut à sa charge, l'Etat philippin ne recevra plus aucune aide de l'UNESCO.
- 69. L'analyse que nous venons de faire des deux données énoncées au paragraphe 65 indique dans quel cadre pourrait se placer la décision à prendre au sujet de l'avenir de l'Institut. Une solution qui serait en harmonie avec l'évolution de la doctrine de l'UNESCO qui concerne la formation des maîtres et la coopération internationale entre Etats Membres d'Asie serait de transformer l'Institut régional de Quezon City, après 1972, en un Institut national ou Centre national d'enseignement normal, établissement qui visera naturellement avant tout à satisfaire les besoins nationaux des Philippines en matière de formation des maîtres. Il sera loisible au Gouvernement philippin de solliciter pour ce Centre national l'aide du PNUD, dans le cadre du programme et de l'objectif que le PNUD aura arrêtés pour les Philippines; si le Gouvernement philippin fait une demande en ce sens, une réponse favorable du PNUD serait une chose excellente.
- 70. Si le PNUD accède à la requête du Gouvernement philippin, le Centre national sera dans la même situation que n'importe quelle autre opération nationale qui bénéficie de l'aide du PNUD. L'UNESCO serait l'institution exécutive de cette opération; quant à l'aide du PNUD, elle prendrait la forme

habituelle : aide aux différents aspects de la formation des maîtres au moyen de bourses, de spécialistes et de matériel.

- 71. Se contenter de simplement uétanorphoser l'Institut régional en un Institut ou Centre purement national ne répondrait pourtant pas, nême avec l'aide du PNUD, aux exigences de la situation. On pourrait, en agissant ainsi, étouffer sans le vouloir les tendances à la coopération internationale en matière d'enseignement normal, tendances qui se sont dessinées depuis dix ans autour de l'Institut de Quezon City. Ce scrait à bien des égards faire machine arrière. Tout d'abord, nous sommes encore assez loin de l'idéal : un Institut ou un Centre national dans chacun des pays d'Asie; ensuite, nême si chaque pays de la région avait un Centre national ce qui n'est pas actuellement le cas il y curait encore des avantages notables à réaliser une étroite coopération et d'étroits contacts entre les instituts ou centres intéressés et entre les administrations nationales : les idées bénéficieraient d'une fécondation croisée, l'expérience des uns profiterait aux autres.
- 72. Parce que le réseau d'écoles primaires et communales des Philippines constitue un système scolaire avancé, et parce que, d'autre part, l'Institut régional de Quezon City est logé dans l'Université des Philippines, les Philippines sont très bien placées pour avoir un Centre national pendant des années, pour en faire un foyer de recherche et de progrès en matière d'enseignement normal, et en même temps mettre ses services à la disposition d'autres Etats Membres de la région. Le Contre national pourra hériter de la compétence, de l'expérience et du talent dont l'Institut régional s'est enrichi depuis dix ans, et partir de beaucoup plus haut qu'il aurait jamais pu s'il avait fallu le fonder ex nihilo. Si le futur Institut ou Centre philippin de recherche et de développement en matière d'enseignement normal partageait ses connaissances et son expérience avec d'autres pays d'Asie, ce serait un bel exceple de coopération internationale; si le Gouvernement philippin offre de charger le Centre national de certains travaux ou services d'intérêt régional, il conviendra que l'UNESCO accepte son offre et lui apporte l'aide qui lui permettra d'agir ainsi.
- 73. Diverses assemblées se sont récemment demandé comment concevoir en Asie une doctrine dynamique de coopération régionale en matière d'éducation pour répondre aux besoins et conditions de la décade qui commence : le cycle

d'études qui s'est déroulé pendant la première quinzaine de février 1971 à Tchiengnaï (Thaïlande) au sujet de la coopération pédagogique régionale en Asie, puis la Conférence des ministres de l'éducation qui s'est tenue à Singapour au début de juin. Le Cycle d'études de Tchiengnaï a proposé la fondation d'un centre aux attributions nombreuses et d'une grande portée : le Centre asiatique d'innovation pédagogique pour le progrès (CAIPP).

- 74. Le Cycle d'études a drossé des programmes de coopération pédagogique régionale au sujet de travaux qui pourraient aider l'enseignement à jouer pleinement son rôle dans la deuxième Décennie du développement. Il a donné ces programmes à titre d'indication et comme des idées à creuser, et non pas comme une liste définitive et complète; car on l'a très justement fait remarquer il faudra, quelques dispositions que la région adopte, qu'elles aient assez de souplesse pour permettre à la coopération régionale de s'adapter à un ordre d'urgence aussi mouvant que nouveau. Il a proposé en outre de soumettre cette liste de programmes à une nouvelle analyse et d'y apporter éventuellement des changements.
- 75. Sous la rubrique de la fornation des maîtres, voici le programme qu'a proposé le Cycle d'études:
 - -"Mettre au point le programme et les méthodes de formation des professeurs d'école normale, en particulier ceux qui exercent à la campagne et ceux qui s'occupent, dans le second degré, de science et d'enseignement technique ou professionnel."
 - -"Former des professeurs d'école normale dans ces spécialités."
 - -"Etre un centre d'information mutuelle."
- 76. Dans sa résolution 14, la Conférence des ministres de l'éducation a d'une façon générale repris à son compte les conclusions et recommandations du Cycle d'études de Tchiengnaï, et a recommandé à l'UNESCO de mettre sur pied un Centre asiatique d'innovation et progrès pédagogiques du genre qu'indiquait le rapport du Cycle d'études. Mais elle a décidé qu'il y aurait de nouvelles consultations "pour définir clairement les fonctions de coordination et d'initiative du Centre".
- 77. Tout cela donnerait à penser qu'on a déjà discuté et examiné les grandes lignes de la doctrine à adopter en matière de coopération régionale dans la fornation des maîtres, et que la haute instance que représente la Conférence

des ministres de l'éducation a déjà accepté les lignes générales de cette doctrine, sous réserve d'un supplément d'analyse et de la mise au point de certains détails.

- 78. Il est difficile d'indiquer pour l'instant de quels services ou travaux régionaux au juste cet Institut ou Centre se chargera. C'est sans doute une question à débattre entre l'UNESCO et le Gouvernement philippin. De plus, l'aide de l'UNESCO devra rentrer, quelle qu'elle soit, dans le cadre plus large des idées qu'on va se faire, grâce aux revisions et renises au point actuellement en cours, des besoins généraux qui seront, pendant cette décade, ceux de l'enseignement en Asie. Une fois prises les décisions de principe, il faudra peut-être encore décider quelles fonctions régionales les centres nationaux notamment ceux de fornation des maîtres, assumeront avec l'aide de l'UNESCO et dans le cadre de nouvelles institutions régionales telles que le Centre asiatique d'innovation et progrès pédagogiques qui peut voir le jour à la suite des discussions et revisions actuelles.
- 79. En considérant les fonctions de coopération régionale que pourrait remplir ce Centre national d'enseignement normal de Quezon City, il convient d'avoir présents à l'esprit les trois points suivants. Premièrement, le Centre national des Philippines ne sera pas le seul de son espèce dans la région; il y en aura beaucoup d'autres, espérons-le. Pourtant, le Centre de Quezon City sera, pour des raisons évidentes, le plus avancé en natière de formation des maîtres. Il faudra donc que l'UNESCO s'on serve au maximum pour s'acquitter de services profitables à toute la région. Deuxièmement, il faudra assigner au Centre de Quezon City - sous réserve de négociations et d'un accord entre l'UNESCO et le Gouvernement philippin - une large gamme de services régionaux. Je préconiserais une aide systématique de l'UNESCO au Centre, une aide régulière qui durerait plusieurs années, plutôt que des dispositions de circonstance, prises à l'occasion pour la prestation de tel ou tel service. Une de mos raisons est que le douxième système forait perdre du temps (l'expérience nous enseigne que les négociations et les accords avec les gouvernements prennent habituellement longtemps) ce qui signifierait jusqu'à un certain point que l'intérêt actif et soutenu que l'UNESCO doit prendre au développement et à l'entretien d'institutions et services régionaux concus pour soutenir les efforts nationaux de fornation des maîtres, ainsi que le rôle de

pionnier que l'UNESCO doit avoir à cet égard - comme le souhaite la résolution 1.23 de la Conférence générale - ont l'un et l'autre diminué. Il serait par conséquent utile de prévoir, par un accord d'assez longue durée, la prestation de services régionaux convenus. <u>Troisièmenent</u>, étant entendu que la nature exacte des programmes régionaux dont se chargera le Centre national est une question à débattre et convenir plus tard entre le Gouvernement philippin et l'UNESCO, il ne faut pas que ces programmes se limitent à la liste dressée par le Cycle d'études de Tchiengnaï "à titre d'indication et comme des idées à creuser" (voir plus haut, paragraphes 73-75), mais comprennent aussi d'autres services, dont la liste ci-dessous donne une idée :

- Entreprendre, dans les divers domaines de l'enseignement normal, des expériences et recherches d'un caractère novateur, selon une conception intégrée de l'instruction pré-primaire, primaire, secondaire et scientifique et de l'instruction des adultes.
- Aider l'UNESCO et le CAIPP projeté à préparer et organiser des cycles d'études ou cercles d'études régionaux, subrégionaux et nationaux.
- Rendre aux divers Etats des services consultatifs en leur envoyant des équipes capables notamment de mettre à l'épreuve le résultat des recherches et de faire, grâce à leur expérience directe de la formation des maîtres, que les recherches soient pratiques et bien adaptées aux problèmes réels.
- Elaborer des plans d'études qui seront axés sur l'enseignement des sciences et la technologie.
- Entreprendre des recherches sur la demande des gouvernements ou de son propre chef, et rendre aux gouvernements, sur leur demande, des services consultatifs.
- Renforcer considérablement son rôle d'information en communiquant des renseignements et le résultat de recherches et d'études aux pays de la région et à leurs instituts de formation des maîtres et d'enseignement normal.
- 80. Héritier de l'Institut asiatique d'enseignement normal de Quezon City, le Centre de recherche et développement de l'enseignement normal que j'envisage sera éminemment qualifié pour tous les services régionaux de cette nature qu'on voudra bien lui confier.

81. Le rapport du Cycle d'études de Tchiengnaï (coopération pédagogique régionale en Asie) envisage pour le CAIPP un rôle central. Ce Centre définirait la doctrine, vérifierait la qualité des centres nationaux et dirigerait celles de leurs fonctions régionales qui concernent l'UNESCO. Je doute qu'une mainmise trop étroite et trop stricte du CAIPP sur les fonctions régionales des centres nationaux soit souhaitable ou nécessaire. Il faut que les centres nationaux, tout en étant liés au CAIPP et soutenus par lui, puissent fonctionner avec le maximum d'indépendance et une grande liberté de conception. Il faudra sans aucun doute que le CAIPP ait un rôle de coordination; mais il faut définir ce rôle avec soin : il ne doit pas être de nature à étouffor l'initiative ou la liberté de mandeuvre des centres nationaux en matière de fonctions régionales et de recherche régionale. C'est bien d'ailleurs ce que semble avoir reconnu la résolution 14 de la récente Conférence des ministres de l'áducation, puisque, tout en choisissant une évolution conforme aux grandes lignes du rapport du Cycle d'études de Tchiengnaï, elle a éprouvé le besoin de nouvelles consultations pour définir clairement les fonctions de coordination et d'initiative du CAIPP. Le rapport de la Conférence des ministres de l'éducation prévoit aussi, pour les Centres nationaux, la plus grande liberté de fonctionnement. La Conférence a d'autre part affirmé que, dans son programme, le CAIPP devra être largement indépendant du Bureau régional de Bangkok. Il conviendrait de même que les centres nationaux jouissent à l'égard du CAIPP d'une autonomie aussi large.

82. Pendant non séjour aux Philippines, il n'est revenu que la reprise de l'Institut par le Gouvernement philippin, comme Centre national, se heurtait à des difficultés et qu'il était douteux que le Gouvernement philippin puisse exécuter le paragraphe 10 de l'Article IV de son Accord avec l'UNESCO. Mais des faits postérieurs à non séjour, et la déclaration faite tout récemment à la Conférence des ministres de l'éducation par le chef de la délégation philippine, S.E. John L. Manuel, Ministre de l'éducation, donnent à penser que le Gouvernement philippin est maintenant disposé à transformer l'Institut régional en un Centre national de recherche et de formation. Il faut se féliciter de cette évolution. Il faut que l'UNESCO aide par tous les noyens le Gouvernement philippin à réaliser cette nétamorphose d'un Centre régional en un Centre national; les deux parties pourront sans peine se nettre d'accord, à leur mutuelle satisfaction, sur les services que le Centre national pourra

rendre en matière de coopération régionale - dans le cadre de la politique générale de l'UNESCO et d'un rapport de soutien mutuel entre le Centre national et le CAIPP - une fois que l'Institut régional, à la fin de 1972, aura cessé d'exister.

IV. Conclusions

- 83. Ce sont en fin de compte les Etats Membres de la région qui sont les meilleurs juges de l'efficacité et de l'utilité des stages; à mon avis en tout cas, et malgré les quelques limitations inhérentes qui l'ont empêché de pleinement réaliser ses objectifs, l'Institut a fonctionné utilement et a fait, depuis neuf ans, oeuvre de pionnier dans le domaine qui est le sien.
- 84. Ses anciens élèves ont dans l'ensemble trouvé la formation utile; beaucoup ont pu mettre à profit dans leur pays les connaissances et l'expérience qu'ils avaient acquises à l'Institut. Ils ont tous dit qu'il leur avait été précieux de se trouver avec des professeurs d'école normale et autres hauts fonctionnaires d'autres pays d'Asie et d'avoir avec eux des discussions et des échanges de renseignements sur les problèmes que l'enseignement primaire pose aux différents pays d'Asie. L'Institut a aussi suscité dans plusieurs pays de la région le progrès de la recherche et la création de centres de formation des maîtres, et s'il n'a pas, à cet égard, atteint ses objectifs aussi pleinement ni sur une aussi grande échelle qu'on l'avait espéré, c'est beaucoup pour des raisons dont il n'était pas maître.
- 85. L'association de l'Institut et de l'Université des Philippines a été fructueuse. L'Université crée une atmosphère studieuse propice à la recherche, elle offre ses salles de bibliothèque et de recherche, elle donne l'occasion de bénéficier de la compétence des professeurs de la Faculté de pédagogie, éléments qui tous ont aidé les spécialistes dans leur oeuvre d'enseignement et de recherche.
- 86. Dans l'optique du Plan de Karatchi, les besoins de l'Asie sont encore plus grands dans la décade 1970-1980, en particulier pour l'enseignement primaire; il faudra des millions d'instituteurs de plus. Il faut que ces maîtres soient de bonne qualité, capables d'enseigner en fonction des besoins sociaux changeants et en favorisant les sciences, la technologie scientifique et l'enseignement technique. Il faut une conception intégrée de l'instruction

pré-primaire, primaire, secondaire et technique et de l'instruction des adultes. Pour faire que l'enseignement soit de qualité, il faut constituer un corps de professeurs d'école normale, bien formés et épris de progrès, pour former l'armée de maîtres primaires et secondaires dont la région va avoir besoin entre 1970 et 1980.

- 87. Le plus gros effort sera forcément celui que feront les pays eux-mêmes. L'idéal serait d'avoir dans chaque pays de la région un institut national chargé de la formation des professeurs d'école normale ainsi que de la recherche dans le domaine de l'élaboration des plans d'études et des nouvelles techniques pédagogiques, l'UNESCO et les autres organisations des Nations Unies ne fournissant leur aide et leurs services consultatifs que sur la demande des gouvernements. Mais telle n'est pas encore la situation; dans le domaine de l'enseignement primaire et celui de la formation des maîtres primaires ou secondaires, il reste beaucoup à faire dans les pays de la région d'Asie, et la coopération régionale est nécessaire.
- 38. Etant donné les changements sociaux et économiques d'une grande portée qui se produisent dans la région, il conviendrait que l'UNESCO fasse en sorte que l'élan pris jusqu'ici, grâce à ses efforts, dans le domaine de la formation des maîtres ne se perde pas, et que l'oeuvre commencée dans cet important domaine ne reste pas inachevée. Il est essentiel que l'UNESCO continue à prendre à cetto affaire un intérêt actif et à y apporter activement son aide, jusqu'au jour où les Etats Membres auront des institutions nationales à eux, et auront adopté, pour la formation de leurs maîtres, les techniques et les méthodes qui répondent à leurs besoins nationaux.
- 89. Considérant la décision prise par l'UNESCO de cessor d'aider l'Institut après décembre 1972, considérant le paragraphe 10 de l'Article IV de l'Accord où le Gouvernement philippin s'engage à prendre entièrement à son compte le financement de l'Institut quand l'aide de l'UNESCO prendra fin, considérant l'évolution de la doctrine de l'UNESCO en matière d'amélioration de la formation des maîtres, évolution qu'illustrent la résolution 1.23 adoptée par la Conférence générale à la seizième session ainsi que les propositions discutées au Cycle d'études de Tchiengmaï et à la récente Conférence des ministres de l'éducation, on peut trouver une base pour décider de la

JIU/REP/71/6 page 34

conduite à tenir à l'égard de l'Institut. Il faut convertir l'Institut asiatique d'enseignement normal, après 1972, en un Institut national ou Centre national de formation des maîtres, qui visera avant tout à satisfaire les besoins nationaux des Philippines en matière de formation des maîtres. Il se chargera en même temps, en vertu d'un accord négocié entre le Gouvernement philippin et l'UNESCO, de certaines fonctions régionales ou certains services régionaux, au bénéfice d'autres Etats Membres de la région.

V. Recommandations

- 1. Il faut, d'accord avec le Gouvernement philippin, transformer l'Institut régional de Quezon City en un Institut ou Centre national d'enseignement normal, établissement dont le Gouvernement philippin aura la pleine responsabilité administrative et financière.
- 2. Au cas où le Gouvernement philippin solliciterait, pour fonder un Centre national, l'aide du PNUD, il faut que l'UNESCO appuie vigoureusement cette requête, et que l'aide du PNUD rentre dans le cadre de l'objectif national du PNUD (assistance technique). L'aide du PNUD prendra la forme habituelle : bourses d'étude, services de spécialistes, matériel, bourses de recherche, services auxiliaires.
- 3. Au cas où le Gouvernement philippin offrirait de se charger de services régionaux au Centre national et d'y avoir un élément régional ou section régionale, il faut que l'UNESCO accepte cette offre et y réponde en offrant pour sa part de prendre les mesures qui permettront de profiter au maximum des connaissances, de la compétence et de l'expérience du Centre national pour rendre des services régionaux au bénéfice d'autres Etats Membres de la région. Il faut aussi que l'UNESCO offre d'aider, dans toute la mesure possible et nécessaire, à assurer le passage sans heurt d'un Centre régional à un Centre national.
- 4. Il faudra, pour déterminer de quels services régionaux et fonctions régionales au juste devra se charger le Centre national, s'inspirer de la revision que l'UNESCO fait actuellement de sa doctrine relative à l'enseignement, et notamment à l'enseignement normal, en Asie, et consulter le Gouvernement philippin ainsi que le gouvernement des autres Etats de la région. On trouve d'ailleurs plus haut, au paragraphe 79, une liste qui donne une idée des fonctions régionales et services régionaux dont le Centre national pourrait par accord entre le Gouvernement philippin et l'UNESCO, avoir à se charger.
- 5. Il ne faut pas toucher au cours, d'un niveau supérieur à la licence, que donne l'Université des Philippines, et qui ne fait pas à proprenent parler partie de l'Institut lui-nême. Mais, étant donné sa popularité grandissante, étant donné aussi le grand nombre de pays et l'énorme population que renforme la mégion d'Asie, il faut envisager d'augmenter le nombre des bourses, qui est actuellement de 9 (dont une de l'UNESCO) chaque année, et qui passerait à 12.

- 6. Quels que soient le volume et la nature de l'aide que l'UNESCO décidera d'apporter au Centre national, il faut que ce soit une aide soutenue, systématique et durable. Il faut que l'UNESCO et le Gouvernement s'entendent tout d'abord pour une période de quatre ans après 1972. Λ la fin de cette période, il faudra revoir la situation pour déterminer si, étant donné les conditions et circonstances de l'époque, il faut que l'Institut rende encore des services régionaux, avec l'aide de l'UNESCO, dans cet important domaine, et de quels services il s'agira alors.
- 7. Il faudra que le programme régional du Centre national s'harmonise avec la doctrine que l'UNESCO met actuellement au point quant à la coopération internationale qui devra exister dans la région en matière d'enseignement en général et d'enseignement normal en particulier; et il faudra que le Centre national d'enseignement normal, tout en gardant sa liberté de manoeuvre et son initiative pour coopérer régionalement avec le centre national d'autres pays de la région, soit en rapports étroits avec le CAIPP ou tout autre cadre que l'UNESCO aura institué pour la coopération régionale en matière de formation des maîtres.
- 8. Au cas hypothèse improbable où le Gouvernement philippin ne reprendrait pas l'Institut régional actuel pour en faire un Centre national, il faudrait installer dans une autre Université de la région, aussi bien outillée pour la recherche que l'Université des Philippines, ou créer à Bangkok, à l'intérieur du CAIPP prévu, un Centre régional qui fonctionnerait soit comme partie intégrante d'un autre centre, soit indépendament, avec son financement assuré par l'UNESCO. L'avantage de l'installer dans une autre université serait que ce Centre régional y trouverait l'atmosphère studieuse, la bibliothèque et les autres moyens de recherche qui sont essentiels. A Bangkok, il ne bénéficierait peut-être pas de noyens de recherche à un égal degré, mais il aurait l'avantage d'être étroitement associé au CAIPP prévu. En pareil cas, il faudra qu'en ce qui concerne la recherche et autres travaux de fond, ce Centre ou Service agisse de façon indépendante ou autonome, tout en étant rattaché administrativement au Bureau régional de l'UNESCO. le CAIPP veillant à la coordination générale de la doctrine. On peut, avant de prendre sur ce point une décision définitive, attendre de connaître la décision que le Gouvernement philippin aura prise quant à la transformation de l'Institut en un Centre national, et attendre aussi que l'UNESCO ait pris des décisions de principe quant à la création du CAIPP et à son rôle.

APPENDICE I

Etudes de recherche, publications, documentation

Le programme de recherche de l'Institut a donné lieu à la publication de plusieurs études. Voici les études déjà publiées.

- Pires, E.A. Prinary Teacher Training in Asia. Bangkok, UNESCO, 1963, 271p.
- ----- La formation des maîtres prinaires en Asie, Bangkok, UNESCO, 1963, 283 p.
- ----- Principles of Organization and Supervision for Prinary Teachers Educators in Asia, Bangkok, UNESCO, 1965, 47 p.
- pour les professeurs d'enseignement normal en Asie, Bangkok, UNESCO, 1967, 50 p.
- ----- Student Teaching Practices in Primary Teacher Training Institutions in Asia, Bangkok, UNESCO, 1967, 97 p.
- in Asia, Bangkok, UNESCO, 1966, 97 p.
- primaires en Asie, Bangkok, UTESCO, 1966, 97 p.
- The Recruitment and Selection of Candidates for Prinary Teacher Training in Asia, Bangkok, UNESCO, 1968, ii, 86 p.
- Training Institutions in Asia, Bangkok, UNESCO, 1970, 132 p.
- Driscoll, J.P. Teachers Handbook for Low-Cost Visual Aids for Asian Schools, Quezon City (à l'Institut), 1967
- Bass, R.G. Evaluation Procedures in Certain Primary Teacher Training Institutions in Asia, Bangkok, UNESCO, 1969, 50 p.
- Voici les études de recherche qui sont en cours.
 - "The Comprehensive Survey of Teacher Education in Asia", sous la direction de N.P. Pillai (rapport préliminaire terminé).
 - "Future Teachers'Clubs", sous la direction de N.P. Pillai (rapport provisoire déjà paru).
 - "A Follow-up Study of the Alumi", par H.P. Pillai (en cours).
 - "Survey of Secondary Teacher Education in Asia", par M.S. Patel.
 - "A Programme of In-Service Teacher Training for the Prinary Teacher Educators in Taiwan, the Republic of China", par Tong King-mao (premier boursier d'honnour) (on cours).
 - "A Study of Practices and Trends Relating to In-Service Education of Prinary and Secondary School Treachers in Asia", par Mulkh Raj Chilana (second boursier d'honneur) (en cours).

		,
		,
		,

APPENDICE II

Liste des correspondants, par catégorie

		Nombre d'exemplaires
		à envoyer
I.	Institut asiatique de l'enseignement nornal	
	A. Corps enseignant, bureau	4
II.	Institutions des Mations Unies (Philippines)	7
III.	Institutions internationales (Asie)	5
IV.	Anciens enseignants de l'Institut	14
v .	Enseignants et divers	18
VI.	Stagiaires de l'Institut	
	Stage 1962/63	16 20 25
	Promier stage court (4 septembre-3 décembre 1967) Deuxième stage court (8 janvier-7 avril 1968) Troisième stage court (19 août-30 novembre 1968) Quatrième stage court (6 janvier-19 avril 1969) Cinquième stage court (8 janvier-22 avril 1970) Sixième stage court (13 août-25 novembre 1970) Septième stage court (4 mars-28 mai 1971)	17 27 17 2 9 23
	Premier stage supérieur à la Faculté de pédagogie de l'Université, 1968/69	9
VII.	Participants à des Cycles d'études ou Conférences de l'Institut	
	A. Premier Cycle régional d'études sur le perfection- nement des instituteurs en cours d'emploi (5-19 juillet 1967) B. Réunion régionale sur l'élaboration des plans d'études de l'enseignement normal en Asie	
VIII.	(23 septembre-3 octobre 1969)	32 28
والمالمال ٧	THEOTOGOTOR RESOURCES	28

JIU/REP/71/6 Appendice II page 2

IX.	Institutions locales	
	A. Ecoles normales ou instituts pédagogiques régionaux, Collèges universitaires et universités d'Etat B. Universités privées	19 35 16
X_{\bullet}	Commissions nationales de l'UNESCO en Asie	17
XI.	Spécialistes de l'UNESCO en Asie	13
XII.	Ambassades des Etats Membres d'Asie, Missions intergouvernementales	15
XIII.	Ministères de l'éducation, bibliothèques et écoles normales de l'étranger	211
	Total	761
		===